

Les États-Unis demeurent inflexibles

G20 Finances : le bras de fer commercial se poursuit



Steven Mnuchin, secrétaire américain au Trésor. © D.R.

Le communiqué final du G20 Finances devrait juste acter le risque pour la croissance mondiale des tensions commerciales.

La guerre commerciale que se livrent les grandes puissances a perduré lors du G20 Finances à Buenos Aires. Malgré les appels lancés à destination de Washington pour faire machine arrière, les États-Unis sont restés inflexibles. Mieux encore, samedi à Buenos Aires, le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, a ratifié cette politique controversée, critiquée y compris par des alliés des États-Unis. Steven Mnuchin, qui a monopolisé l'attention, a appelé la Chine et l'Union européenne à faire des concessions pour parvenir à une relation commerciale plus équilibrée, après les déclarations fracassantes de Donald Trump "qui a traité d'ennemis commerciaux Pékin, Bruxelles et Moscou". Le secrétaire américain au Trésor a tenté, samedi, de mettre l'Europe et le Japon de son côté dans le bras de fer commercial avec la Chine, en leur proposant des accords de libre-échange. À l'adresse des Européens, Steven Mnuchin a renouvelé le message américain délivré lors du G7. "Si l'Europe croit dans le libre-échange, nous sommes prêts à signer un accord de libre-échange sans droits de douanes, ni subventions." Mais ce message s'est heurté à la ferme résistance de la France. En effet, l'Union européenne, qui se préoccupe des conséquences pour son économie suite à l'introduction des taxes américaines, ne semble pas vouloir se plier aux appels de Steven Mnuchin. Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, se rendra mercredi à Washington pour des pourparlers, mais pas question pour les pays européens d'accepter le diktat commercial des États-Unis. Pour le ministre français de l'Économie

et des Finances, Bruno Le Maire, Paris n'entamera pas de négociations commerciales avec Washington sans une levée des droits de douane sur l'acier et l'aluminium importés des pays de l'Union européenne, du Canada et du Mexique. "Nous refusons de négocier avec un pistolet sur la tempe. C'est aux États-Unis de faire un pas pour enclencher une désescalade et arranger tout ça", a-t-il déclaré à Buenos Aires. Il a notamment souligné que l'Allemagne partageait également ce point de vue, les deux pays considérant que c'est à Washington de faire le premier pas en éliminant les droits de douane. La veille, la chancelière allemande Angela Merkel avait assuré que l'Union européenne était "prête" à riposter à un éventuel relèvement par Washington de ses taxes sur les importations d'automobiles européennes. En attendant l'issue de ce sommet, le bras de fer commercial ne semble pas près de prendre fin. Face au cavalier seul des États-Unis, les autres pays essaient de défendre le multilatéralisme. Selon le ministre français de l'Économie et des Finances, "le commerce mondial ne peut pas reposer sur la loi de la jungle. L'augmentation unilatérale des tarifs, c'est la loi du plus fort, ça ne peut pas être l'avenir des relations commerciales dans le monde". Lors de leur dernière réunion, fin mars, les ministres des Finances du G20 s'étaient contentés de promettre de "poursuivre le dialogue", faute d'accord sur la politique commerciale. Ce sommet de Buenos Aires ne semble pas aller au-delà. D'après l'AFP qui cite une source proche des discussions, le communiqué final du G20 Finances devrait juste acter le risque pour la croissance mondiale des tensions commerciales, ce qui confirme l'opinion du ministre allemand des Finances, Olaf Scholz qui, dans l'avion qui le conduisait à Buenos Aires, avait déclaré : "Je ne m'attends pas à ce que des progrès tangibles soient accomplis lors de cette réunion."

Saïd Smati/Agences